

A FONDS PERDUS

Des programmes sociaux
pour les riches

Le monde arabe n'échappe pas aux lois universelles. Les fractures qui l'affectent peuvent être considérées comme des ajustements tardifs, au forçage, à l'évolution générale de la citoyenneté : civile au XVIII^e siècle, avec la proclamation des droits de l'Homme ; politique au XIX^e siècle, avec la conquête du suffrage universel ; sociale au XX^e siècle, avec l'émergence des droits économiques et sociaux garantis par l'Etat.

Citoyenneté sociale accentuée en raison du grave déficit à rattraper, peut-on même dire.

Les résultats d'un récent sondage d'opinion intitulé Mena Speaks («la population de la région Mena s'exprime»), mené par la Banque mondiale en collaboration avec l'institut Gallup auprès d'échantillons nationaux représentatifs de la population en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie, établissent un attachement obsessionnel de ces populations aux programmes d'assistance.

Ces populations se recrutent parmi les pauvres, qui en ont un besoin vital, mais également auprès des couches moyennes, menacées de rechute à chaque instant.

Des quatre pays étudiés, ce sont l'Égypte et la Jordanie qui enregistrent la plus grande opposition à une réforme des subventions, quelles qu'elles soient : six Égyptiens sur dix et pratiquement la moitié des Jordaniens (47%) interrogés ont refusé de choisir un produit pour lequel l'arrêt des subventions serait acceptable, même si le gouvernement devait procéder à un arbitrage faute de moyens suffisants. Les Tunisiens (27%) et les Libanais (5% seulement) semblent plus ouverts à

cette idée. Les Algériens ne font pas partie du panel interrogé mais on peut, sans risque majeur de se tromper, les inscrire dans ces grandes tendances. Un seul agrégat est livré s'agissant de notre pays : 12 à 13% de la population algérienne vivent de revenus variant entre 2 et 2,5 USD par jour !

Une fois le sondage réalisé, la Banque mondiale a chargé une équipe de trois jeunes économistes de décrypter les données relatives aux programmes d'assistance sociale dans la région. Les conclusions de leur recherche contenues dans un rapport de la Banque mondiale intitulé «Inclusion et résistance aux chocs — Perspectives pour l'assistance sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord» appuient l'urgence d'une réforme globale de ces programmes.

Le document passe en revue la situation actuelle de l'assistance sociale dans la région, avant de projeter les principaux défis qui plaident en faveur de sa réforme pour la rendre «plus efficace et novatrice».

Cette assistance est définie corrélativement à des programmes destinés à «des transferts non contributifs qui ciblent les populations pauvres et vulnérables» et qui comprennent «l'aide aux revenus, les programmes d'emplois temporaires, les services qui renforcent le capital humain et facilitent l'accès à la finance des populations pauvres et vulnérables».

Les objectifs dévolus aux programmes en question sont de trois ordres :

- l'inclusion sociale, à travers l'investissement dans le capital humain (tel que l'appui à la scolarisation ou une meilleure nutri-

tion pour les enfants) ;

- les moyens de subsistance, en protégeant de la misère ;

- la résistance aux crises, en aidant les ménages à gérer les effets des chocs : entre 2005 et 2008, par exemple, 55% des Égyptiens ont connu au moins un épisode de pauvreté ou de quasi-pauvreté.

Pour atteindre ces objectifs, il est requis une réorientation des programmes d'assistance sociale vers les actions suivantes : mettre l'accent sur les personnes pauvres et vulnérables ; donner aux citoyens les outils nécessaires pour améliorer leur existence ; assurer un appui temporaire rapide en réponse aux crises ; donner la parole aux citoyens, promouvoir l'engagement civique et l'appropriation des politiques.

Tous les pays de la région disposent de programmes sociaux, mais leur efficacité n'est pas établie. Ils dépensent, en moyenne, 6 % de leur produit intérieur brut (PIB) en subventions. Les subventions du carburant représentent à elles seules 4,6 % du PIB en moyenne.

Deux groupes sociaux sont jugés «particulièrement vulnérables» : les enfants (plus de 25% des enfants appartenant aux couches les plus démunies de la population en Égypte, au Maroc et en Syrie souffrent de malnutrition chronique) et les populations rurales ; mais les femmes, les personnes handicapées, et les personnes déplacées peuvent faire face à des difficultés supplémentaires.

Les programmes actuels sont à caractère «universel au détriment de programmes plus efficaces», selon le rapport. «Inefficaces et pro-riches», préci-

se plus loin le document : en Égypte et en Jordanie par exemple, plus de la moitié des subventions aux prix des carburants profitent aux 20% les plus riches de la population.

Ils sont alors considérés à «faible impact sur la pauvreté et l'inégalité», en raison de «fuites importantes». Plus de 70 % des dépenses consacrées aux subventions alimentaires en Égypte et en Irak pourraient être économisées si ces «fuites» étaient colmatées.

Les programmes actuels sont également jugés fragmentés, et leurs financements et priorités déséquilibrés.

L'indicateur le plus important de l'efficacité des programmes est l'impact sur la pauvreté et l'inégalité. Cet indicateur combine l'étendue de leur couverture, leur ciblage et leur générosité pour évaluer leur effet global sur la redistribution des ressources.

Un ciblage inadéquat se traduit par des «fuites» importantes des allocations vers les non-pauvres : le programme moyen d'assistance sociale dans la région, hors subvention, distribue seulement 23% du total de ses allocations au quintile inférieur.

A titre de comparaison, ce chiffre est de 59 % pour les mêmes programmes en Amérique Latine et aux Caraïbes, ou en Europe de l'Est et en Asie centrale. Cela n'empêche cependant pas que de nombreuses personnes en dépendent pour sortir de la pauvreté.

Afin d'évoluer vers des programmes plus efficaces, fiables et équitables, d'une part, financièrement, politiquement et administrativement durables, d'autre part, une double action est atten-



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

due. Sur le court terme, les programmes existants peuvent donner de meilleurs rendements, pour peu que leur conception soit adaptée, établis des registres unifiés, ou expérimentés de nouveaux programmes pilotes. Sur le moyen terme, l'accent porterait sur une réforme globale des subventions qui donnerait la priorité aux interventions favorisant l'investissement dans le capital humain ; améliorerait le ciblage des couches pauvres et vulnérables ; et associerait d'autres parties prenantes que l'administration (les citoyens et les organisations à but non lucratif).

Une façon de signifier que le salut est à chercher hors de l'Etat. Tête la Banque mondiale. «Le bossu ne se redresse qu'une fois mort», disait Nikita Khrouchtchev.

A. B.

(*) Victoria Levin, Matteo Morgandi et Amina Semlali. *Inclusion et résistance aux chocs — Perspectives pour l'assistance sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, Banque mondiale, septembre 2012.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Le match est vendu, et c'est pas la faute à Faouzi !

Comment faire pour joindre la Présidence au téléphone ?

Faire précéder le numéro par le 00 331...

L'affaire Sonatrach, mais sous un autre angle. Les dernières informations sur ce dossier évoquent la possibilité de voir Chakib Khelil jugé aux Etats-Unis. Parce qu'il est aussi américain, de nationalité. Et hop ! Comme par magie, on tourne avec des doigts délicatement manucurés la page de cette information et on fait mine de passer à autre chose. STOP ! Retour en arrière. On rembobine la cassette : Jugé aux Etats-Unis parce qu'américain ? Mais non ! Je fais juste semblant de découvrir cette «info». Bien sûr que comme beaucoup, je savais depuis belle lurette que Super Chakib était aussi américain. Bien sûr que la presse, la mauvaise presse, la méchante presse, la presse non-exemplaire, dont mon canard chéri vous rebat les oreilles avec cette nationalité américaine de Khelil depuis des années. Mais malgré tout ça, je trouve tout de même proprement «fabuleux» que l'Algérie d'Abdekka se soit offert un ministre de l'Energie «américain» sans que cela ne scandalisât outre mesure le pays bien-pensant. Bon, d'accord, je vous l'accorde, en foot aussi on fait appel à des binationaux. Mais ce n'est pas la même chose ! Je vois mal Faouzi Ghoulam, né le 1^{er} février 1991 à Saint-Priest-En-Jarez, en France, donc français, livrer dans les vestiaires de Saint-Etienne des secrets nucléaires algériens à un agent secret français. Mais un ministre algérien de l'Energie doté de la nationalité américaine ? Son vestiaire à celui-là doit être tout le temps plein de monde,

non ? Le secteur des énergies et des mines, Ya Bouguelb ! Est-ce qu'on parle bien de la même chose ? Si je suis parano en soulevant ce problème, qu'on me le dise tout de suite, j'arrête là mon délire sur le Yankee Super Chakib et j'aborde aussitôt un autre sujet, comme celui de l'ASSE qui vient de rater le podium pour la Ligue des champions l'an prochain. Non, sérieusement ! Un homme de nationalité américaine a occupé de longues années durant le poste de ministre des machins qui nous font tous vivre quotidiennement, des trucs dont notre sous-sol regorge et sans lesquels nous serions en train de nous entretuer aujourd'hui, parce qu'affamés et sans ressources. Quoi ? Que me susurre-t-on à l'oreille ? Que dans l'actuel gouvernement, il y a encore des détenteurs de «maroquins» ayant une double nationalité ? Mais non ! Là aussi, je fais semblant de découvrir l'info. Bien sûr que comme beaucoup, je sais depuis belle lurette que plusieurs ministres et enfants de ministres en poste disposent d'une autre nationalité, en plus, en rab de l'Algérienne. Et il s'en trouve encore aujourd'hui pour nous exhorter à nous unir tous autour de la construction de l'Algérie, son édification et son développement. Moi, m'sieur, je veux bien construire ! Mais déjà, là, au stade primaire de l'érection du bâtiment, les murs de la maison Algérie sont truffés de micros et placés sous écoute intensive. Qu'est-ce que tu veux construire, Allah Yarhem Babak, quand les fondations sont d'ores et déjà piégées ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.